

## **INAVEM**

Agen - Jeudi 23 juin 2011

---

Monsieur le député et maire d'Agen, DIONIS DU SEJOUR,  
Mesdames et Messieurs les élus,  
Mesdames et Messieurs les magistrats,  
Mesdames et Messieurs les avocats,  
Mesdames et Messieurs les représentants des professions médicales,  
Monsieur le président BONNIN,  
Madame la directrice,  
Mesdames et Messieurs les présidents et membres des associations d'aide aux victimes,

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais tout d'abord exprimer les regrets du garde des Sceaux de ne pouvoir être présent aujourd'hui, pour ouvrir ces 26èmes assises de l'INAVEM. La question de l'aide aux victimes qui sera au cœur de vos échanges, le ministre, comme vous le rappeliez Monsieur le président, y est particulièrement attentif et sensible – et je veux vous transmettre toute sa reconnaissance pour l'action conduite par la fédération et tous les acteurs associatifs du réseau.

Depuis plus de 20 ans, avec l'appui du ministère de la Justice, l'INAVEM et les 150 associations de son réseau mènent une action remarquable en faveur des victimes. L'impulsion donnée par votre fédération constitue un véritable atout pour une action efficace et coordonnée d'aide aux victimes.

Je veux rendre hommage à votre engagement et à l'action quotidienne que vous menez pour accompagner les victimes, et leurs proches, afin qu'ils puissent voir reconnaître leurs droits et obtenir une juste réparation de leur préjudice. Je tiens à souligner que la très grande qualité de l'accompagnement que les associations apportent aux victimes est avant tout le résultat d'une professionnalisation de leurs intervenants, à laquelle l'INAVEM participe activement grâce à la veille juridique et aux actions de formation qu'elle organise au bénéfice de son réseau.

Le ministre m'a chargé de vous redire aujourd'hui ses remerciements, à l'équipe de l'INAVEM animée par Madame BELLUCCI et aux associations locales, qui se sont mobilisées pour apporter le soutien nécessaire aux victimes et à leurs proches après l'attentat de Marrakech, qui a coûté la vie à 7 de nos compatriotes. **Votre efficacité et votre réactivité ont été une nouvelle fois démontrées.** Le ministère des affaires étrangères a pu saisir immédiatement la plateforme 08VICTIMES, gérée par l'INAVEM, offrant un interlocuteur et une première information aux familles des victimes. A la demande de la Chancellerie, vous avez su mobiliser en quelques heures seulement les associations locales, qui ont pris contact avec les familles et leur ont apporté une première écoute, un soutien psychologique et une information sur leurs droits.

Enfin, l'INAVEM a participé activement au guichet unique de service public mis en place par le ministère de la justice et des libertés et qui s'est tenu à l'hôtel de Bourvallais le 17 mai dernier.

Votre compétence unanimement reconnue nous a également conduits avec les ministres de l'emploi, du travail et de la santé à vous confier **la prise en charge spécifique des victimes du Médiateur** : votre expérience dans les procédures impliquant de multiples victimes est évidemment d'un soutien précieux dans ce dossier.

L'INAVEM et la plateforme téléphonique 08VICTIMES apporteront tout leur savoir-faire pour proposer accueil, écoute et soutien à ces nombreuses victimes et pour les accompagner dans leurs démarches aux fins d'indemnisation.

\*

Nous sommes bien sûr très sensibles aux préoccupations légitimes que vous venez de rappeler, Monsieur le Président, **sur le financement de la politique d'aide aux victimes.**

Comme vous le savez, le ministère de la justice et des libertés s'est toujours attaché à développer la politique publique d'aide aux victimes et à accompagner le secteur associatif qui œuvre dans ce domaine.

Sachez que le ministre est particulièrement à votre écoute sur ce sujet.

Personne n'ignore toutefois que la France se trouve dans un contexte budgétaire contraint. Le budget triennal 2011-2013 a prévu une baisse des crédits d'intervention de droit commun de l'Etat de 10% sur trois ans, dont 5% dès 2011.

En conséquence, les crédits d'aide aux victimes ouverts sur le budget du ministère de la Justice ont dû être réduits en 2011 de 5 %, conformément aux objectifs fixés par le Premier Ministre à l'ensemble des administrations.

Néanmoins, ces crédits restent conséquents : ils s'élèvent pour cette année à près de 10.5 millions d'euros ; car l'aide aux victimes reste bien entendu au cœur de nos priorités. Sur ce montant, les crédits délégués aux cours d'appel pour subventionner les associations locales d'aide aux victimes sont de plus de 8.2 millions d'euros.

Pour ce qui concerne l'INAVEM, en 2010, la subvention accordée avait atteint près de 1 millions d'euros ; je veux souligner que la subvention pour 2011 ne sera pas réduite au-delà des 5% annoncés.

Le garde des Sceaux est très attentif aux propositions que vous pouvez formuler en matière de financement : vous avez proposé la mise en place d'une « **contribution victime** », qui serait prélevée sur les amendes pénales pour financer toutes les actions d'aide et d'accompagnement des victimes. C'est une piste intéressante.

Cette mesure impacte les dotations versées aux collectivités locales, qui bénéficient du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, et les recettes de l'Etat. Nous avons donc saisi les services du Premier Ministre, du ministre de l'intérieur et du ministre de l'économie et des finances pour expertiser votre proposition.

\*

Dans ce contexte budgétaire difficile, le ministère de la justice et des libertés continue à mobiliser tous ses efforts pour assurer la continuité des actions engagées.

- Nous veillons ainsi à poursuivre l'action, conduite depuis 2007, pour une meilleure structuration du réseau associatif.

Il importe, en effet, de poursuivre **la concertation** engagée dans le cadre du comité de pilotage créé en 2009 **sur le schéma territorial d'intervention des associations** – afin de mieux définir les lieux de présence sur le territoire et de réfléchir à une répartition plus optimale des dotations que les cours d'appel versent aux associations.

- Nous poursuivons également le développement des **bureaux d'aide aux victimes**. Ils sont actuellement au nombre de 36. 50 bureaux d'aide aux victimes seront en fonctionnement en 2012.

Je veux saluer l'implication de l'INAVEM et des associations de son réseau dans la mise en place de ces bureaux. C'est grâce au partenariat local, entre la juridiction, le JUDEVI et les associations, que les victimes peuvent être accueillies au sein des tribunaux ; qu'elles peuvent bénéficier d'informations utiles et pratiques sur le fonctionnement de la justice, sur l'avancement de leur dossier, la date d'audience et sur les modalités de recouvrement de leurs dommages et intérêts. C'est au sein de ces bureaux qu'elles peuvent être orientées vers les structures d'indemnisation ou d'aide au recouvrement des indemnisations comme le SARVI ou la CIVI.

Du dépôt de plainte à l'indemnisation, le parcours est souvent long pour les victimes et leurs proches. Nous devons donc tout mettre en œuvre pour les soutenir.

Les bureaux d'aide aux victimes ont fait la preuve de leur efficacité. Le nombre de victimes accueillies dans ces bureaux ne cesse de croître : en 2010, plus de 22 000 personnes ont été écoutées, soutenues, informées et accompagnées tout au long de la procédure pénale.

Evidemment, ces dispositifs ont un coût, et j'entends bien vos inquiétudes sur ce point. Le plan de prévention de la délinquance et de l'aide aux victimes 2010-2012 a fixé le coût de fonctionnement annuel à 20 000 euros par bureau, qui sera à terme entièrement assumé par la Chancellerie.

Ce coût est pris en charge sur le budget de l'aide aux victimes. 760 000 euros ont déjà été délégués par les cours d'appel aux associations qui assurent des permanences au sein des bureaux d'aide aux victimes après le désengagement du comité interministériel de prévention de la délinquance. En 2012, le coût de fonctionnement des 50 bureaux d'aide aux victimes atteindra un million d'euros et sera entièrement supporté par le ministère de la justice et des libertés.

- Conscients du rôle fondamental des associations dans la politique d'aide aux victimes, nous avons renforcé leur présence au sein du **Conseil national d'aide aux victimes**, par décret du 21 septembre 2010. Grâce à cette rénovation, ce Conseil est plus représentatif et bénéficie de ce fait d'un éclairage plus approfondi sur les problématiques concrètes de l'aide aux victimes.

Le Conseil rénové a décidé d'engager ses travaux autour de trois axes prioritaires, afin d'assurer :

- une meilleure prise en charge des personnes âgées victimes de maltraitance. Ce sujet majeur, le ministre y est particulièrement sensible ; un groupe de travail sera d'ailleurs mis en place dès septembre ;
- une meilleure prise en charge aussi des victimes de la traite des êtres humains et des victimes de la route ;

- et enfin, le suivi de l'application de la loi du 9 juillet 2010 relative aux violences faites spécifiquement aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants.

Le choix du thème de vos 26èmes Assises montre d'ailleurs toute l'importance et l'actualité de ce dernier thème.

\*

La protection due aux enfants, dans le cadre de conflits familiaux, a en effet été au cœur d'importantes avancées portées par le gouvernement ces derniers mois,

Il importe, en effet, de définir les meilleures solutions dans l'intérêt de l'enfant, afin qu'il soit préservé de toute violence ; mais aussi pour tenter de restaurer, le plus souvent possible, le dialogue entre les parents.

Malheureusement, les situations sont nombreuses dans lesquelles les enfants sont mis en danger du fait du conflit qui oppose leurs parents.

**En cas de violences conjugales**, la loi du 9 juillet 2010 a donc introduit plusieurs innovations dans notre droit, en particulier l'ordonnance de protection qui permet d'organiser très rapidement et concrètement la séparation du couple, et d'en tirer les conséquences immédiates vis-à-vis des enfants. A l'occasion de la procédure d'ordonnance de protection, le juge présentera à la personne victime une liste d'associations qualifiées susceptibles de l'accompagner. Ensuite, les violences sont explicitement énoncées au titre des éléments que le juge aux affaires familiales doit prendre en compte lorsqu'il statue sur les modalités d'exercice de l'autorité parentale. Le juge aux affaires familiales pourra imposer que l'exercice du droit de visite et même la remise de l'enfant par l'un des parents à l'autre s'effectue dans le cadre d'un espace de rencontre en présence d'un tiers. Enfin, le ministère de la justice expérimentera à compter de janvier 2012 le port par la victime de violences conjugales d'un dispositif électronique de protection anti-rapprochement signalant si

l'auteur de ces violences, placé sous surveillance électronique mobile, se trouve à proximité d'elle et lui permettant d'en alerter les autorités publiques. Ces victimes, lorsqu'elles en exprimeront le besoin, seront également orientées vers les associations d'aide aux victimes pour bénéficier du soutien et de l'accompagnement psychologique nécessaires.

**Pour les cas d'enlèvement internationaux ou de déplacements illicites – nous avons renforcé les dispositifs existants :**

- la loi du 9 juillet 2010 a prévu que le juge aux affaires familiales, ou le juge des enfants s'il est saisi en assistance éducative, peut prononcer une interdiction judiciaire de sortie du territoire de l'enfant sans autorisation de ses deux parents. Pour en garantir l'efficacité, ces mesures sont inscrites au fichier des personnes recherchées.

- La France met également en œuvre des mécanismes destinés à favoriser le retour amiable ou forcé de l'enfant dans le cadre d'accords bilatéraux ou multilatéraux – dans le cadre de la convention de La Haye notamment du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants (avec 85 Etats contractants) ; ou dans le cadre de procédures judiciaires. Ainsi, en 2010, à la demande de la Chancellerie, le ministère public a engagé 86 procédures judiciaires en retour devant les juridictions françaises spécialisées compétentes.

Enfin, dans l'hypothèse où le retour a été ordonné par la juridiction spécialisée, la loi n°2010-1609 du 22 décembre 2010 permet dorénavant au procureur de la République de requérir directement la force publique. Un projet de décret pour préciser les conditions du recours à la force publique va être soumis dès cet été au Conseil d'Etat.

Parce que les solutions amiables peuvent souvent être trouvées par le dialogue entre les parents, la Chancellerie a entendu développer le **recours à la médiation** :

- Nous avons mis en place un service d'aide à la médiation internationale afin de permettre aux parents de trouver une solution amiable au déplacement illicite.

- Dans le cadre du projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles qui sera soumis le 4 juillet à l'Assemblée Nationale, il est prévu d'expérimenter un dispositif de médiation préalable obligatoire à toutes demandes de modification des modalités d'exercice de l'autorité parentale.

Ainsi, lorsqu'un juge aura déjà statué sur les modalités d'exercice de l'autorité parentale ou sur la contribution à l'entretien et à l'éducation de l'enfant, toute demande de modification de ces mesures devra, à peine d'irrecevabilité, être précédée d'une tentative de médiation.

La qualité et la diversité des professionnels qui interviendront au cours de ces deux journées permettront, à n'en pas douter, de faire progresser nos réflexions sur la protection de l'enfant dans les conflits familiaux.



Je vous ai indiqué les axes de travail du Ministère de la Justice.

Tous ces dispositifs, toutes ces initiatives ont un sens : celui de l'amélioration constante de l'aide aux victimes d'infractions pénales.

Grâce au partenariat développé avec le réseau associatif.

Grâce à votre implication quotidienne à nos côtés.

Par une politique volontariste et continue en faveur des victimes, la France se place à un haut niveau de standard au sein des pays de l'Union en matière de protection et d'accompagnement des victimes (tant dans la procédure pénale que civile d'ailleurs).



Dans ce domaine, nous nous apprêtons à franchir un nouveau pas. La Commission européenne a en effet présenté un projet de directive qui fixe des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité. Cet instrument juridique en faveur des victimes doit être soutenu par la France, car pour nombre de ces normes en matière d'information et de soutien des victimes, nous sommes déjà en pointe. Les travaux entrepris pour renforcer tant les droits des victimes que ceux des personnes poursuivies sont le corollaire indispensable au renforcement de la reconnaissance mutuelle.

Pour les actions qui nous restent à parfaire, nous conduirons le changement ensemble, dans l'esprit de collaboration et d'écoute qui a toujours été le nôtre.

Nous conduirons ce changement autour des valeurs qui fondent l'unité de notre société.

Une société unie autour d'une loi égale pour tous.

Une société unie autour du refus de la violence dans les rapports sociaux.

Une société unie parce que solidaire avec les victimes qui attendent de la justice qu'elle respecte les droits de la défense, qu'elle poursuive et sanctionne justement les auteurs d'infractions.

Je vous remercie de votre attention.